

Profitant de la chute du régime de Bachar Al Assad, un certain nombre de pays européens ont déclaré vouloir renvoyer les réfugiés syriens chez eux.

À moins de trois mois d'élections législatives anticipées, les autorités allemandes ont annoncé geler le traitement de 47 000 demandes d'asile en cours, « le temps que la situation se stabilise en Syrie ».

À Damas, Mohammad Al Bachir a été désigné chef du gouvernement transitoire, alors que la vie quotidienne se normalise après l'euphorie des derniers jours.

L'Europe ferme ses portes aux réfugiés syriens

Onze pays européens ont annoncé le gel des procédures d'asile pour les Syriens, au moment où l'avenir de la Syrie est pourtant des plus incertains, après la chute du régime de Bachar Al Assad.

La montée des partis d'extrême droite en Europe et le souvenir de la crise migratoire de 2015 ont durci le discours.

À peine le dictateur parti, les Syriens se voient signifier qu'ils ne sont plus les bienvenus. Tandis qu'à Damas, la population fête encore la chute de Bachar Al Assad, onze pays européens ont déjà annoncé le gel des demandes d'asile. C'est le cas de l'Allemagne, l'Autriche, la Suède, le Danemark, la Belgique, les Pays-Bas, l'Italie, la Grèce... Trois pays non-membres de l'UE font également partie de ce groupe : la Norvège, la Grande-Bretagne et la Suisse.

En France, le ministère de l'Intérieur a indiqué « travailler sur une suspension des dossiers d'asile en cours provenant de Syrie » et a promis « une décision dans les heures qui viennent ». L'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), l'organisme indépendant qui gère les demandes d'asile, nuance un peu le propos. « Nous suivons attentivement la situation en Syrie, explique Julien Boucher, directeur de l'Ofpra. Et comme toujours en cas de situation évolutive dans le pays d'origine, cela peut nous conduire à suspendre provisoirement la prise de décision sur certaines demandes. »

Toutefois, précise-t-il, « il ne s'agit en aucun cas de faire obstacle au dépôt des demandes ». Défini dans la convention de Genève de 1951, signée par la France, l'asile est un droit inscrit dans la Constitution. Conséquence : « On ne peut pas interdire à quiconque de de-



Une réfugiée syrienne et ses deux filles, dans un centre d'accueil temporaire à Berlin, le 16 octobre. L'Allemagne compte aujourd'hui près d'un million de Syriens installés sur son sol (dont plus de 700 000 ayant le statut de réfugiés). Ralf Hirschberger/AFP

mander l'asile et de voir sa demande examinée, quelle que soit la situation géopolitique du pays», explique Laurent Delbos, responsable du plaidoyer à l'association Forum réfugiés.

Au Royaume-Uni également, le ministère de l'Intérieur précise qu'il s'agit d'une mesure « temporaire, le temps d'évaluer la situation ». Elle est justifiée par des motifs de sécurité. La situation en Syrie reste chaotique et il existe un risque que, parmi les personnes fuyant la Syrie, se trouvent des au-

Défini dans la convention de Genève de 1951, signée par la France, l'asile est un droit inscrit dans la Constitution.

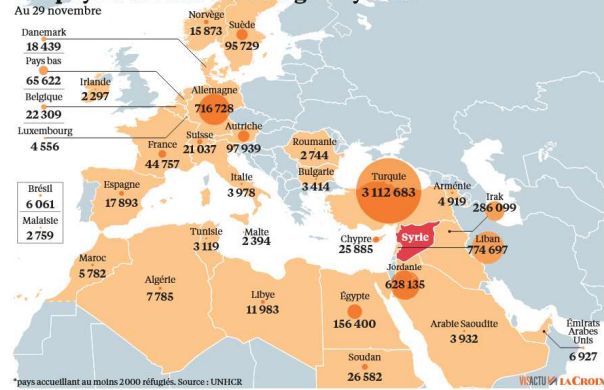
des terroristes. Toutefois, aux yeux des observateurs, il n'y a aucun doute : l'annonce rapide de cette mesure technique est d'abord un signal politique. « Ne venez plus en Europe », c'est le message adressé à ceux qui fuient la Syrie, ou qui seraient tentés de le faire.

D'ailleurs, certains dirigeants de partis d'extrême droite européens vont même plus loin. Ils souhaitent déjà profiter de la chute du pouvoir syrien pour organiser le retour des réfugiés dans leur pays. C'est le

« Un tel programme serait-il... »

repères

Les pays d'accueil des réfugiés syriens*



légal au regard des obligations internationales de l'Autriche ? « La convention de Genève prévoit la perte du statut de réfugié dans certaines situations, notamment lorsque les circonstances en vertu desquelles ce statut a été accordé ont cessé d'exister en raison de changements politiques », explique Catalina de la Sota, avocate au barreau de Paris (Zimeray & Finelle Avocats). Cela pourrait donc être invoqué à propos de la Syrie. « Toutefois, il est encore trop tôt pour apprécier la situation et ses conséquences : va-t-on vers un État plus démocratique ? A-t-on des assurances à cet égard ? Je pense qu'il est dangereux de conclure hâtivement que le pays est désormais libre. On ne joue pas avec la vie des êtres humains. Il reste fondamental d'examiner chaque dossier d'asile, au cas par cas, car chaque personne a son histoire propre », relève la juriste.

Tout se passe aujourd'hui comme si bon nombre de gouvernements européens voulaient surtout éviter que la situation de 2015 se reproduise. À l'époque, une vague migratoire avait amené un million de Syriens en Europe. En Allemagne, Angela Merkel avait ouvert

La directrice du Conseil européen pour les réfugiés et les exilés s'alarme de voir les États européens agir « dans la précipitation pour renvoyer les personnes avant que le pays ne soit sûr ».

les portes et déclarait « Nous y arrivons ». Neuf ans plus tard, les partis d'extrême droite ont prospéré dans de nombreux pays européens. Certains sont même au pouvoir. Et leur essor doit beaucoup à la crise de 2015, sur laquelle ils se sont appuyés.

Sous la pression de l'extrême droite, de nombreux gouvernements européens tentent donc d'éviter un nouvel afflux. En Allemagne, le député conservateur

(CDU) Jens Spahn a même proposé « d'apprécier des avions » et d'allouer une prime de 1 000 € à « tous ceux qui veulent rentrer en Syrie ».

Cette position fait débat au sein du parti chrétien-démocrate allemand, bien placé pour gouverner l'Allemagne après les prochaines élections du 23 février 2025. Andreas Schwab, eurodéputé CDU, rappelle plutôt que l'Allemagne « manque de main-d'œuvre. Or, les Syriens sont un groupe qui s'est socialement bien intégré. Ceux qui sont là ont en général un bon niveau de formation », souligne-t-il. Alors, en ce qui concerne un retour, il faudrait selon lui que ce soit « leur choix, quand le moment sera venu en Syrie ».

Face aux annonces du gel des demandes d'asile pour les Syriens, les associations appellent de leur côté à ne pas prendre de décision dans l'urgence. Catherine Woollard, directrice du Conseil européen pour les réfugiés et les exilés (Ecre) s'alarme de voir les États européens agir « dans la précipitation pour renvoyer les personnes avant que le pays ne soit sûr ». Elle appelle les gouvernements à « veiller à ce que le retour nait lieu que s'il est durable et que si la sécurité peut être garantie ». Amnesty International demande « l'annulation immédiate des décisions de suspension des demandes d'asile et le rejet des appels au renvoi ».

L'Union européenne ne gère pas directement le droit d'asile. L'octroi du statut de réfugié reste du ressort des États. Mais il faut rappeler que l'Europe n'a jamais été en première ligne pour l'accueil des Syriens. La moitié des 6 millions de personnes qui ont fui la Syrie a été accueillie en Turquie. La France, de son côté, ne compte que 45 000 réfugiés syriens.

Alain Guillemoles, avec Nathalie Birchem

En Allemagne, la question du retour en Syrie agite les débats

L'Allemagne compte la plus grande communauté syrienne d'Europe après leur arrivée massive depuis 2015. Après la chute du régime de Bachar Al Assad, certaines formations politiques proposent une aide au retour et des billets d'avion gratuits pour précipiter les départs.

Berlin (Allemagne) De notre correspondant

Anas Modamani n'arrête pas. Depuis dimanche et l'annonce de la chute du dictateur Bachar Al Assad, ce jeune homme de 27 ans multiplie les interviews. Originaire de Daraa, dans la banlieue de Damas, il est un symbole pour l'Allemagne. À l'automne 2015, tout juste arrivé dans le pays après une traversée de la mer Égée dans laquelle il faillit

perdre la vie, ce réfugié alors mineur a réussi à prendre un selfie avec la chancelière de l'époque, Angela Merkel, qui venait de laisser entrer des milliers de réfugiés coincés en Hongrie. Le cliché fera le tour des réseaux sociaux, et vaudra au jeune homme des menaces de la part de l'extrême droite.

Depuis, Anas Modamani a réalisé un parcours exemplaire. Maîtrisant très rapidement la langue de Goethe, il a obtenu un diplôme de cameraman, travaille dans la capitale et s'est fiancé à une jeune femme ukrainienne. Il peut désormais envisager une visite dans sa patrie, mais ne cache pas son inquiétude. « Je n'ai pas vu ma mère depuis dix ans et veux lui rendre visite le plus vite possible, mais la situation à Damas est très mauvaise. La ville est bombardée par les Israéliens. Ma mère s'est réfugiée dans la cave de son immeuble et, quand nous sommes au téléphone, j'entends des détonations en arrière-plan », lance-t-il en expliquant autant le retour au calme et la reprise des vols commerciaux entre l'Europe et la Syrie avant de revoir Damas. Sur le long terme en revanche, ce jeune homme actif et sociable souhaite rentrer à Berlin. « Mon avenir est ici, c'est ma ville, et j'ai obtenu la nationalité allemande », ajoute-t-il, avec fierté.

Rentrer au pays, temporairement ou définitivement, et si oui, quand ? Les 970 000 Syriens installés en Allemagne se posent évidemment la question depuis la chute du régime de Bachar Al Assad, dimanche 8 décembre. Une partie de la classe poli-

tique allemande s'est elle aussi enflammée dans la brèche, à moins de trois mois d'élections législatives anticipées. Dès dimanche, à peine la fuite du dictateur syrien annoncée, l'extrême droite de l'AfD – deuxième force politique dans les sondages nationaux – demandait le départ des réfugiés syriens, arguant que le « droit d'asile est un droit limité dans le temps ».

La droite classique partage cette idée. Siégeant dans l'opposition et favorite du scrutin de février, l'Union chrétienne-démocrate (CDU/CSU) propose une prime de départ de 1 000 € et un billet d'avion gratuit pour toute personne voulant rentrer, et les « expulsions immédiates des criminels et de toute personne dangereuse » qui n'ont pu être renvoyés en Syrie faute d'accord avec le régime.

Lundi 9 décembre, au lendemain de la prise de Damas par les rebelles du groupe islamiste HTG, les autorités allemandes annonçaient par ailleurs geler le traitement de 47 000 demandes d'asile en cours, « le temps que la situation se stabilise en Syrie ».

« Je suis tellement surpris et déçu par ce débat et par l'arrêt du traitement des demandes d'asile. C'est effrayant. La Syrie est loin d'être en paix », commente Anas Modamani. Rencontré dans le quartier arabe de Berlin, sur l'avenue Sonnenallee, Karim, Germano-Syrien de 20 ans, prend le débat moins à cœur. « Quand un pays devient sûr, il est possible d'y renvoyer ceux qui en sont originaires. Et particulièrement ceux qui n'ont pas forcément de perspective ici. C'est peut-être mieux aussi pour le pays alors que la présence d'autant de réfugiés dans la société exacerbe les tensions. »

Berlin incitera-t-il bientôt les Syriens à rentrer chez eux ? Cessez-à-t-il de les accueillir sur le long terme ? Mettra-t-il fin aux protections temporaires accordées à plus de 300 000 d'entre eux ? Le chancelier Olaf Scholz freine les débats, jugeant la situation en Syrie « encore très, très dangereuse ». Karim et Anas sont eux libérés de cette épée de Damoclès administrative. Tous deux ont la nationalité allemande et sont libres de leur choix, comme 173 000 de leurs concitoyens naturalisés entre 2011 et 2023. Ce chiffre particulièrement élevé reflète le haut niveau d'intégration d'une communauté qui n'a cessé de grandir depuis 2015.

Déphine Nerbollier